



ICAD Comité International Contre les Disparitions politiques

Nos Perspectives Fondamentales et nos Principes de Travail

L'ICAD est une organisation internationale attentive aux violations des Droits de l'Humain dans le monde et elle a comme objectif de faire des travaux spécifiques au sujet des Disparitions politiques appliquées par plusieurs États. L'ICAD est né lors de la 1ère Conférence Internationale des Disparu-e-s en Garde à Vue secrète réalisée entre le 17 et le 19 Mai 1996 à Istanbul (Turquie), sous le mot d'ordre : "NE TE TAIS PAS" où ont participé comme délégué-e-s les proches et camarades des disparu-e-s, des défenseur-e-s des Droits de l'Humain, des intellectuel-le-s, des syndicalistes et des militant-e-s politiques d'Amérique Latine, Afrique, Europe et Asie.

Le Programme de Disparition politique et ses Conséquences

La Disparition politique est une forme caractéristique de la violence exercée par les États despotiques contre les personnes et organisations opposantes pour sauvegarder le Système et les intérêts des Classes Dominantes.

(...) Les États qui appliquent les Disparitions politiques en garde à vue secrète ont d'étroites relations avec les Monopoles qui produisent les armes du Capital International et nourrissent les Guerres Sales, les banques, les industries

de production et agricoles tout en utilisant à grande échelle la main d'oeuvre exploitée au moyen de multinationales qui pillent le pétrole et autres richesses naturelles. La richesse mondiale et les fruits du travail s'empilent dans les caisses de ces Monopoles.

Que prône l'ICAD ?

L'ICAD prône l'arrêt des Programmes de Disparitions politiques partout dans le monde et il lutte pour cela. Il est contre les États qui violent les Droits de l'Humain et il se place au côté de ceux/celles dont les Droits sont violés.

L'ICAD prône la formation de Mouvements sociaux indépendants qui luttent contre les Disparitions politiques et les violations des Droits de l'Humain. Il soutient leur combat tout comme celui des proches des Disparu-e-s.

L'ICAD agit en ayant conscience que la Lutte contre les Disparitions politiques est inséparable de celle menée par les peuples pour un monde sans Torture, sans Massacre, sans Répression ni Injustice.

L'ICAD accepte ainsi la légitimité de la Lutte de Classe menée par les peuples pour la Justice sociale et la Liberté. Il coopère avec les organisations qui mènent un combat pour la Justice sociale avec des pertes dans leurs rangs et contre les Disparitions politiques qu'elles subissent.

L'ICAD mène un combat contre les Régimes qui appliquent les Disparitions politiques et contre les États ayant des relations militaires, politiques et économiques avec eux en soutenant ainsi leur Programme de Terreur. C'est pourquoi l'ICAD exclu tout lien avec les dynamiques qui visent à une «réconciliation nationale» et à une Farce "d'Amnistie" incluant les États auteurs de Programme de Terreur avec pour conséquence grave de devenir ainsi leur complice et de garantir l'Impunité.



ICAD-Section française

L'ICAD entreprend des initiatives pour la Libération de ceux/celles qui ont été mis-e-s en garde à vue secrète et qui risquent d'y disparaître. Il organise des actions afin de se solidariser avec leurs camarades et leurs proches.

L'ICAD organise tous les ans "LA SEMAINE INTERNATIONALE CONTRE LES DISPARITIONS POLITIQUES EN GARDE À VUE SECRÈTE" : du 17 au 31 Mai.

L'ICAD soutient les initiatives pour former un Tribunal International indépendant afin d'y juger les responsables de ces Disparitions politiques.

L'ICAD mène un combat pour développer la Lutte contre le programme de Disparition politique en garde à vue secrète, pour dévoiler le sort des disparu-e-s et pour juger les États et les personnes qui la mettent en oeuvre.

L'ICAD vise d'abord à organiser les proches des disparu-e-s puis toutes les personnes conscient-e-s des Disparitions politiques comme des violations des Droits de l'Humain pour se mettre en action dans la Lutte contre la Terreur d'État.

L'ICAD encourage à développer la Lutte Internationale contre ce problème dont l'échelle est internationale, en assurant la communication et la coordination entre les individus et les organismes qui luttent contre les Disparitions politiques en garde à vue secrète et les violations des Droits de l'Humain.

UNE RÉALITÉ "OUBLIÉE" : L'ÉTAT FRANÇAIS COLONIAL ET IMPÉRIALISTE

L'ÉCOLE FRANÇAISE DES ESCADRONS DE LA MORT (1)

Doctrine de la Guerre Contre-Révolutionnaire créée par l'État français depuis la Guerre d'Indochine (1946) et pleinement opérationnelle en Algérie (1955) contre le Communisme et la Lutte de Libération des Peuples. Mise en oeuvre et enseignée aux Services Secrets de différents États (dont la CIA, le Mossad...) puis systématisée au travers de l'École des Amériques (Programme de Terreur d'Etat : administrative, économique, militaire et constitutionnelle) et d'un Programme inter-étatique de Guerre Sale exercé au niveau international pour terroriser les populations et toute dissidence politique.

(1) Marie-Monique ROBIN "Escadrons la mort, l'école française" film (2003) et livre (2004) .

LA DISPARITION POLITIQUE

-Enlèvement d'une personne suivi d'une séquestration (garde à vue secrète ou "incommunication") par les Forces de l'Ordre officielles ou spéciales d'un État avec torture s'achevant (dans la majorité des cas) par un assassinat.

-Elle vise les militant-e-s politiques, syndicalistes, sociaux, culturels... dissident-e-s au Système capitaliste, leurs proches et leurs familles mais aussi toute personne considérée dangereuse par sa révolte contre le Système, dont notamment une écrasante majorité de femmes dans le monde visées par le Patriarcat intrinsèquement lié à l'Exploitation de Classe.

UNE PARTIE DE "L'OEUVRE" DE L'ÉTAT FRANÇAIS

(...) • Guerre "d'Indochine" (1946-1954) : innombrables Disparu-e-s politiques parmi plus de 500.000 vietnamiens assassinés pour maintenir l'Empire colonial français face à la proclamation du 2 septembre 1945 de l'Indépendance de la République démocratique du Viêt Nam par HỒ CHÍ MINH (Parti Communiste Indochinois)... fondateur du PCF durant ses études dans l'État français !



• Guerre d'Algérie (dès 1955) : plus de 30.000 Disparu-e-s politiques (jeté-e-s vivant-e-s à la mer, les pieds dans le béton, depuis des hélicoptères de l'armée française coloniale).

• 17 Octobre 1961 (Paris) : centaines de Disparu-e-s politiques lors du massacre de centaines d'immigré-e-s répondant à l'appel de la "Fédération de France" du FLN contre l'instauration du couvre-feu réservé aux Nord-Africain-e-s par le Préfet de Police : PAPON. Les rapports de Police restent classés en "Secret d'État" jusqu'en 2021.

• 29 octobre 1965 (Paris) : disparition politique de Mehdi BEN BARKA, militant progressiste marocain indépendantiste séquestré, torturé et assassiné.

• 28 et 29 juin 1979 (Paris) : menaces puis tentatives de Disparition politique suivies de l'assassinat de Francisco Javier MARTIN EIZAGUIRRE communiste espagnol du PCE(r) puis d'Aurelio FERNANDEZ CARIO du Secours Rouge International et sympatisant du PCE(r).

• 7 août 1983 (Pays Basque Nord) : Disparition politique de Popo LARRE, militant de la Gauche nationaliste basque d'IPARRETARAK poursuivi par la Gendarmerie française.

• Avril-Juillet 1994 : innombrables Disparitions politiques lors du Génocide au Rwanda.

• 1992-1995: participation avec l'OTAN aux charniers en Bosnie-Herzégovine. (...)

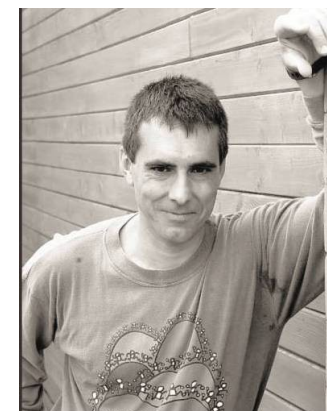
• Guerre de Libye (2011-12) innombrables Disparu-e-s politiques liées à l'Ingérence impérialiste de l'État français avec l'OTAN.



HASAN OCAK
DISPARU POLITIQUE
dans l'État turc
Militant kurde du
MLKP communiste
Marxiste-Léniniste
séquestré le 21 mars
1995, torturé et
assassiné par l'État
turc. Disparu puis
retrouvé par sa
famille et Camarades
dans une fosse
commune. L'ICAD est

né sous l'impulsion de cette recherche.

JON ANZA
DISPARU POLITIQUE
dans l'État français
Militant basque d'ETA
(Pays Basque et
Liberté) pour
l'Indépendance et le
Socialisme disparu le
18 avril 2009 en train de
Bayonne à Toulouse
puis séquestré, torturé
et assassiné. Disparu et
retrouvé par ses
proches à la morgue d'un hôpital de Toulouse.



ICAD-Section française
 **54, rue Hauteville**
75010 PARIS
ICAD 06.10.12.41.40
icadfrance@hotmail.com
http://www.icad-int.org